

Déclaration commune

- de l'Institut de Recherches et d'Études de la Libre Pensée
 - de la Fédération nationale de la Libre Pensée
 - de l'Association internationale de la Libre Pensée

Les tronçonneuses contre la science

Un vent mauvais souffle sur la liberté de l'enseignement et de la recherche. Aux **États-Unis**, **Donald Trump** et ses alliés, au premier rang desquels **Elon Musk**, supposé héraut du rationalisme et de la liberté d'expression, se sont lancés dans une **croisade contre les libertés académiques** : intimidation, diffamation, définancements massifs, licenciements sont à l'ordre du jour, tant dans les universités que dans les laboratoires, tant contre les sciences sociales que contre la recherche biomédicale. En **Argentine**, la tronçonneuse de **Javier Milei** s'apprête à couper net la majorité des universités du pays, punies pour leur supposée hostilité au régime et vouées à la faillite si les provinces du pays n'acceptent pas de les reprendre sous leur houlette.

Mais l'**Atlantique** n'arrête pas ce vent : en **Angleterre** et au **Pays de Galles**, une crise budgétaire délibérément provoquée par les politiques gouvernementales met à genoux les universités du pays, qui devront se livrer plus encore à des donateurs d'ordre privés, rehausser encore un peu plus leurs frais d'inscription déjà prohibitifs, et fermer les départements dont les productions scientifiques ne peuvent pas être captées par les intérêts particuliers.

Le définancement des universités est une attaque contre la liberté académique, dont l'exercice suppose une indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques, financiers et religieux, avec les garanties budgétaires que cela implique. En **France**, la situation n'est pas meilleure : la France a connu vingt années de **définancement**, vingt années aussi de **coup d'État bureaucratique permanent**, d'assujettissement à des standards statistiques conçus par des technocrates ignorant tout de la production et de la transmission des connaissances.

Macron contre la liberté académique

Depuis cinq ans, cette campagne d'étranglement s'accompagne d'une guerre médiatique contre ceux qu'**Emmanuel Macron** qualifiait en juin 2020 « d'universitaires coupables » qui « cassent la République en deux » : la science, c'est l'anti-France. **Dès 2020, la Libre Pensée a dénoncé cette chasse aux sorcières digne des croisades de l'entre-deux-guerres contre le « bolchévisme culturel ».**

Les ministres **Jean-Michel Blanquer** et **Frédérique Vidal** ont largement repris cette antienne, relayée sur les chaînes d'information en continue par divers éditorialistes cléricaux ainsi que par quelques renégats de l'universalisme, promouvant un athéisme bourgeois, autoritaire et fermé à la contradiction : un athéisme contre la science. En leur temps, la Libre Pensée avait expressément dénoncé cette chasse aux sorcières.

La situation dure et s'aggrave au point que de nombreux universitaires sont aujourd'hui intimidés et menacés par des groupuscules chauffés à blanc par cette rhétorique anti-académique. La dernière affaire en date, en **février 2025**, a vu une universitaire de **Toulon (Var)** bénéficier de la

protection fonctionnelle de son université face aux menaces de nervis d'extrême-droite, tandis que le gouvernement se refuse à intervenir pour défendre ses fonctionnaires.

Science et rationalité, au coeur de la crise démocratique

Telles **Trump**, **Musk** ou **Milei**, les classes dirigeantes françaises, radicalisées dans leur logique de guerre, s'épanchent à longueur de journées contre la science et contre la liberté académique. L'idée même que la dispute argumentée puisse être soumise à d'autres normes que celle d'un *clash* sur les réseaux sociaux est une menace pour leur mainmise. Nous avons déjà expliqué qu'en France en particulier, le **césarisme électif** connaît aujourd'hui une période de crise paroxystique, dont il tente de s'extraire par la radicalisation – ce qui vaut à la France de **nombreuses mises en garde contre la restriction des libertés publiques**.

Cette crise paroxystique va de pair avec un **réveil démocratique** et l'avènement d'une **nouvelle culture politique**, dont la gestation se nourrit des savoirs partagés, remis en débat, interrogés ; elle se nourrit aussi de la volonté de décider librement, c'est-à-dire en se faisant son idée par soi-même, par **l'information, l'éducation, la méthode**. Pour le dire autrement : elle se nourrit du **libre examen** et d'une démarche libre-penseuse (qu'elle ne se définisse pas toujours dans ces termes ne change pas grand-chose à l'affaire).

Cette démarche tâtonnante reproduit à l'échelle individuelle celle de la recherche scientifique ; la recherche scientifique, en retour, peut nourrir le nouvel espace public démocratique en gestation. Elle peut le nourrir de contenus, elle peut le nourrir d'une méthode, elle peut enfin le nourrir d'un courage : **le courage de douter, d'écouter, de partager. La Libre Pensée est l'organisation qui promeut ce courage, et qui défend l'idée qu'il y a un pacte entre la démocratie et la science**. Sans ce pacte, il n'y a pas de liberté académique. Non seulement la science peut concourir au renouveau démocratique, mais elle le doit. La république des savants est la répétition générale de la démocratie réelle. Mais elle en est aussi la condition préalable, et c'est bien cela qui lui vaut la vindicte de tous les **Jupiters** de la finance.

La Libre Pensée a payé assez cher pour le savoir : l'interrogation critique illimitée est odieuse à tous les pouvoirs tentés par l'absolutisme. Aucune caste engagée dans une fuite en avant autoritaire ne supportera l'idée d'une quête lente, inquiète, contradictoire et pluraliste par laquelle cheminent des gens que ne relie aucun intérêt immédiat, si ce n'est la poursuite de la vérité.

La guerre française contre l'Université et la recherche

La nouvelle vague de **prédation de l'État** français par les intérêts privés s'est accompagnée d'un tour de vis bureaucratique, qui noie les citoyens et les agents publics sous une montagne de formalités et de dispositifs normatifs étrangers aux missions d'intérêt général que les services publics doivent accomplir. Que cet assujettissement à des normes absurdes se fasse généralement au nom de la simplification ajoute une dose supplémentaire de cynisme à cette potion déjà fortement antidémocratique. Cela est vrai de tous les services publics français, mais à part l'hôpital, aucun n'est allé aussi loin dans le mélange de dérégulation et d'hyperbureaucratisation que le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Depuis vingt ans, étape par étape, la prédation de l'université et de la recherche par les intérêts financiers avance : dans le rêve des « réformateurs », une majorité d'universités paupérisées, délabrées et saturées accueilleront le rebut des écoles privées lucratives appartenant à de grands groupes dirigés – qui s'en étonnera encore ? – par d'anciens ministres et autres recteurs. Dans le même temps, quelques universités d'excellence formeront des « clusters » « innovants » et

« compétitifs » capables de vendre leurs diplômes à prix d'or sur un marché des frais d'inscription dérégulés, tout en multipliant les partenariats scientifiques avec le secteur industriel.

Dans un tel programme, il n'y a pas de place pour le principe de coopération et d'ouverture qui sous-tend l'exercice de la liberté académique. Il n'y a pas de place non plus pour une institution-clef de la politique scientifique de la **République** : le **CNRS**, qui est aujourd'hui, en partie contre la volonté de ses dirigeants, le principal trait d'union entre des universités que tout doit opposer.

C'est à cette aune qu'il faut comprendre le *salto mortale* de la direction du **CNRS**, qui a tenté d'imposer la scission de ses activités entre un secteur définancé, représentant 75 % des laboratoires, et un secteur d'élite, les *keylabs* (25% de l'ensemble), gardant l'accès aux subsides du CNRS. La mobilisation des scientifiques et universitaires a été suffisamment forte pour contraindre les « réformateurs » à une pause tactique, un « **moratoire** », destiné à leur offrir la possibilité de diviser les opposants en retournant certains d'entre eux. Les efforts du gouvernement devraient se concentrer sur les **présidences des grands centres universitaires de province**, qu'on achètera en leur promettant quelques *keylabs* de plus, qu'il sera toujours temps de leur reprendre dans quelques années.

Nul n'est dupe, et nul ne doit l'être. Par ce recul tactique, le combat pour la liberté académique vient de remporter une première victoire symbolique, qu'il faut maintenant convertir en victoire politique réelle :

Abandon définitif des projets de démantèlement du CNRS !
Abrogation des lois anti-académiques de 2007, 2013 et 2020 !
Liberté pour la recherche ! Liberté pour l'université !
Solidarité internationale avec les scientifiques menacés !